

## COMMUNIQUÉ

---

### E. MACRON PORTE UN PROJET DÉVASTATEUR POUR LA VOIE PROFESSIONNELLE SCOLAIRE

Lors de la présentation de son programme pour les élections présidentielles de 2022, le candidat E. Macron a confirmé son projet d'une réforme d'ampleur des lycées professionnels. Parallèlement, il promet « une rémunération des lycéens professionnels, en changeant totalement de logique de formation, en s'inspirant de ce que nous avons réussi sur l'apprentissage ».

Cette proposition et ces éléments de langage masquent en réalité un projet beaucoup plus dévastateur pour les jeunes issus de milieux défavorisés qui se destinent aux métiers d'ouvrier-es et d'employé-es. Son objectif, encore inavoué, est en réalité d'exclure du giron de l'Éducation nationale tous les jeunes en difficultés sociale et scolaire pour les transférer dans un secrétariat d'État dédié au sein du ministère du Travail.

Son projet n'est pas non plus d'offrir une rémunération à tou-tes les jeunes mais seulement à celles et ceux parvenu-es en terminale. Pour cela, il veut créer un nouveau statut de stagiaire de la formation, où le temps passé en entreprise augmentera significativement au détriment du temps en lycée – si tant est que les lycées ne soient pas immédiatement transformés en centre de travail !

E. Macron envisage concrètement une transformation totale de la logique de formation initiale puisqu'elle se calque sur le système par apprentissage : un système patronal où la formation des jeunes non qualifiés est réduite à « apprendre sur le tas » comme au début du siècle dernier.

En cohérence avec ce projet, il a aussi annoncé le 15 mars dans la presse la nécessité « d'un outil de gestion des compétences qui sonne la fin de l'hégémonie des diplômés ». Personne n'est dupe, il ne s'attaquera pas aux diplômés des grandes écoles mais bien aux diplômés « ouvriers » que sont le CAP et le bac pro. En les supprimant, il s'attaque aux conventions collectives, jugées gênantes et contraignantes par les organisations patronales. La fin des diplômés professionnels caractérise également un autre recul majeur : celui de ne plus offrir à tou-tes les jeunes la possibilité de poursuivre des études qualifiantes.

Ce projet marque encore tout le mépris de ce candidat et de son actuel ministre de l'Éducation nationale pour les personnels de la voie professionnelle dont l'engagement au quotidien est exemplaire malgré des conditions de travail et de rémunération dégradées et honteuses. Leurs pseudo remerciements tout au long de la crise sanitaire se matérialisent, à travers ce programme, par un projet pur et simple de « dédagisme » organisé.

Ce choix réactionnaire issu du vieux monde, en totale opposition avec la vision de l'École portée par le SNUEP-FSU et sa fédération, piétine des années de luttes et de projets politiques progressistes qui ont permis des lois contre le travail des mineurs et pour la scolarisation de tous les jeunes quel que soit leur origine sociale. Des luttes qui ont permis l'émergence d'une voie professionnelle scolaire portant l'ambition de dispenser aux jeunes une formation émancipatrice et équilibrée articulant les savoirs professionnels et les savoirs généraux pour une approche globale des métiers.

Le SNUEP-FSU dénonce ce projet destructeur et en combattra pied à pied toute mise en œuvre. Il appelle les personnels et les familles à se mobiliser dans les urnes pour, d'une part, ne céder aucune voix aux extrêmes droites, mais aussi pour battre tou-tes les candidat-es qui portent cette vision étriquée et libérale des lycées professionnels et de leur finalité.